



## **BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL**

13 août 2014

Enquête réalisée par PluriConseil du 4 au 7 août 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

## ANALYSE

### **Consensus trompeur**

**Par Eric NG PING CHEUN**

Le mot consensus est sur les lèvres ces temps-ci. On a eu le consensus politique autour du mini-amendement constitutionnel, et il se prolonge avec le ton consensuel du leader de l'Opposition. Ce qui laisse présager, même si ce dernier préfère au préalable des élections anticipées, un consensus sur le prochain budget national. Mais cela n'équivaudra pas à un consensus économique.

Il est rapporté que « *compte tenu de la situation de pré-campagne électorale qui prévaut dans le pays, le gouverneur de la Banque centrale n'est pas favorable à ce qu'on ouvre en ce moment un débat sur tous les sujets liés à la problématique de la croissance* ». Voilà qui en dit long sur l'absence de consensus sur les fondamentaux même de notre économie. C'est une raison suffisante pour qu'il n'y ait jamais de mauvais moment de débattre des questions économiques. Soumettrait-on celles-ci à un calendrier politique que la recherche de solutions serait détournée par un consensus trompeur.

Ce fut ainsi lors des délibérations du dernier comité de politique monétaire. La décision unanime de maintenir inchangé le taux directeur a fait croire, dans un premier temps, à un « consensus retrouvé » parmi les membres du comité. Or il ressort du procès-verbal de la réunion qu'il n'en fut rien. Au premier tour de vote, les deux gouverneurs adjoints se démarquèrent du gouverneur en se prononçant pour une augmentation du taux repo, à l'instar de Nishan Degnarain dont la décision surprit plus d'un. Au deuxième tour, Silvana Tenreyro vota pour une hausse du taux d'intérêt, mais elle se ravisa ensuite. Ce fut, comme dirait l'autre, une volte-face. C'est donc au troisième tour de scrutin que tout le monde s'aligna sur la nouvelle position du gouverneur – le statu quo. Ce n'est pas du consensus, c'est de la compromission.

Il est plus facile de trouver un consensus au sein d'une industrie comprenant des centaines d'opérateurs que dans un comité de huit personnes. Ainsi, nos opérateurs textiles sont d'accord pour un renouvellement de l'*Africa Growth and Opportunity Act* (AGOA) sur une durée de quinze ans. Mais ce qui fait consensus au niveau d'un secteur n'est pas nécessairement dans l'intérêt de l'économie en général, qui concerne des dizaines de milliers d'acteurs. Si Maurice veut devenir rapidement un pays à revenus élevés, elle devra entrer de plain-pied dans le jeu mondial des échanges. La mondialisation amortit les retournements de conjoncture et alimente le dynamisme de l'économie locale.

Dix ans après la disparition de l'Accord MultiFibre et cinq ans après la fin du Protocole sucre, nos industriels ont encore une mentalité protectionniste. Ils n'ont toujours pas saisi la philosophie de la stratégie économique de 2006, qui est

celle de l'ouverture et de l'intégration à l'économie mondiale. Une réforme, ce n'est pas seulement des mesures fiscales et des facilités d'investissement, mais c'est aussi la promotion du type de comportement qu'on attend d'un véritable entrepreneur. C'est à l'industriel d'effectuer sa mue pour s'adapter et progresser.

Notre industrie textile préfère l'AGOA à une zone de libre échange entre les Etats-Unis et Maurice. Or, au lieu de mener un combat d'arrière-garde sur la base de la non-réciprocité des préférences commerciales, notre pays créera plus de richesses et d'emplois en libéralisant les échanges avec son partenaire américain. Une libéralisation du commerce bilatéral accélérera le processus de développement dont tout le monde bénéficiera finalement.

A côté du commerce, l'éducation, soit la formation du capital humain, y jouera un rôle de plus en plus important. Elle est un élément central de la progression des pauvres. Comme la mondialisation fragilise les travailleurs les moins qualifiés, provoquant une concurrence accrue entre eux, le gouvernement doit investir en capital humain. Si la population est mieux formée, le consensus qu'il n'existe pas assez du travail pour tout le monde est trompeur.

Car il y a de nombreuses offres d'emploi. Mais alors, pourquoi des chômeurs ? Les travailleurs étrangers prendraient la place des Mauriciens : c'est une explication que le gouvernement croit consensuelle, mais en vérité elle ne fait pas consensus dans le secteur privé. Contrairement aux firmes de construction locales, les manufacturiers doivent avoir recours à la main-d'œuvre étrangère pour survivre. Mieux, elle est pour l'économie un gage de croissance.

Pour l'économiste, le coût d'une chose est représenté par l'opportunité qui est sacrifiée à cause d'elle. Réduire ou interdire les travailleurs étrangers sera coûteux à l'économie de par les opportunités détruites par cette action. Les bénéfices qu'apportent les étrangers, ce sont les opportunités d'affaires qui s'ouvrent aux Mauriciens. Elles sont rendues possibles grâce à la création de biens et services par les étrangers sur notre sol.

S'il recrute un diplômé pour faire un travail peu qualifié, un employeur devra lui accorder un salaire plus élevé qu'un travailleur non qualifié. L'employeur choisira plutôt quelqu'un avec un salaire qui correspond à la nature du travail. Cette personne peut être un Mauricien ou un étranger, mais ce choix sera dicté par son rendement potentiel en termes de quantité et de qualité du travail. En somme, il existe pleins d'emplois disponibles dans l'économie à condition de laisser le prix salarial s'ajuster librement.

En l'absence de cette flexibilité, le fossé entre productivité et rémunération continuera de se creuser. Le gouvernement cherche à conserver, voire à augmenter, le pouvoir d'achat sans accroître la productivité. Une équation sur laquelle il ne peut y avoir de consensus.

**([www.pluriconseil.com](http://www.pluriconseil.com))**

1) Quelle est votre estimation du taux annuel moyen de la croissance potentielle de l'économie mauricienne pour la période 2015 à 2020 ?

Inférieur à 3,5%	23%
3,5% à 3,9%	37%
4,0% à 4,4%	37%
4,5% ou plus	3%

### **La croissance potentielle inférieure à 4,0%**

Alors que le Fonds monétaire international (FMI) préconise que Maurice vise à terme une croissance potentielle de 5% par an, nos analystes sont quasiment unanimes à dire que celle-ci sera inférieure à 4,5% pendant la période 2015 à 2020. Trois sondés sur cinq pensent même qu'elle sera en dessous de 4,0%. Il n'y a « *pas de grands changements en vue en l'absence d'une réelle volonté politique* ». L'accent devrait être mis « *on improving productivity, especially in the public sector and the parastatals* ». Englué dans l'« *ethnic politics* », le pays ne pourra pas atteindre un palier supérieur de développement « *sans un changement notable dans la mentalité de la population et de ses dirigeants* ».

2) Quelle moyenne annuelle du taux d'investissement national par rapport au PIB prévoyez-vous pour la période 2015 à 2020 ?

Inférieur à 20%	20%
20% à 24%	73%
25% à 29%	3%
30% ou plus	3%

### **Le taux d'investissement proche de 20%**

Selon les estimations de *Statistics Mauritius*, l'investissement national par rapport au produit intérieur brut (PIB) a reculé de 24,0% en 2011 à 23,0% en 2012, puis à 21,2% en 2013, et on prévoit qu'il tombe à 20,7% en 2014. Pour 73% d'analystes, il restera dans cette fourchette durant les six prochaines années. Et encore qu'on suppose que le gouvernement augmente ses investissements, car « *private sector investment will be flat to negative trend* ». On déplore que les investisseurs étrangers ne soient pas toujours bien pris en compte ici. Bref, « *les opportunités seront minces pour le pays s'il n'y a pas une envie de travailler de la part des jeunes et un saut qualitatif dans la main-d'œuvre* ».

3) Pour devenir une économie à revenus élevés, Maurice doit avoir...

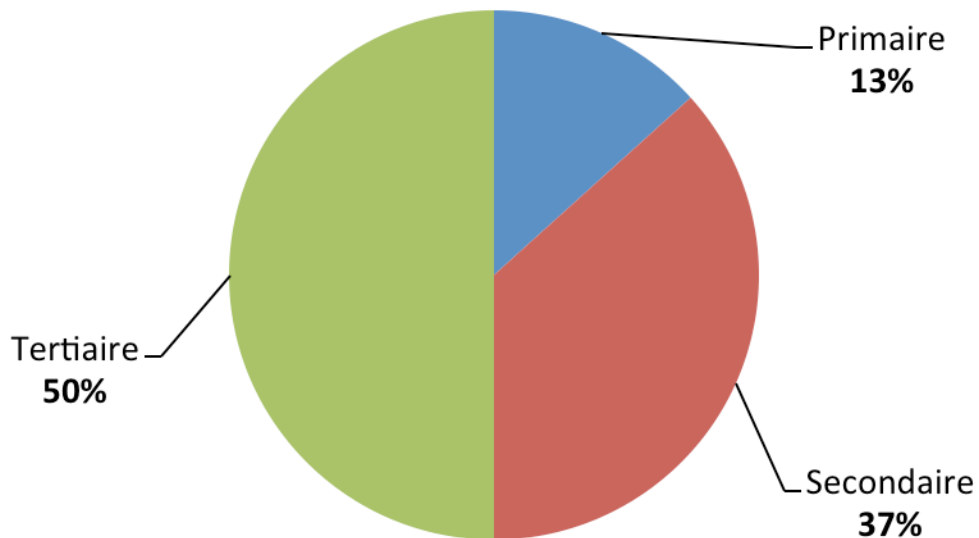
Beaucoup PLUS de travailleurs étrangers	53%
Beaucoup MOINS de travailleurs étrangers	13%
Ni plus ni moins de travailleurs étrangers	33%

### **L'économie a besoin de plus d'étrangers**

Afin de devenir une économie à revenus élevés, Maurice doit accueillir beaucoup plus de travailleurs étrangers. La majorité des personnes interrogées partagent cette opinion du FMI. A condition que « *the foreign workers are qualified and highly productive and transfer their experience and knowledge to the local workers* ». Nous avons aussi besoin « *des cadres avec des compétences pointues et bien soutenus par des gestionnaires mauriciens* ». Mais le pays doit toutefois avoir la capacité de les recruter. En sachant que « *the world is a global village, but we are still too insulated* ».

4) Pour résoudre le problème de main-d'oeuvre qualifiée, quel secteur de l'éducation a besoin de plus d'investissements et de réformes ?

### Plus d'investissements et de réformes dans l'éducation...



### Réformer l'enseignement supérieur

Dans le secteur de l'éducation, pour un analyste sur deux, c'est l'enseignement supérieur qui nécessite davantage d'investissements et de réformes. Car Maurice a des problèmes de compétences même parmi ses diplômés formés localement. Beaucoup sont « *unable to reason and think their way through the realities of the work place* ». Etre qualifié ne signifie pas être bon dans son travail, comme on le voit chez des professionnels de l'informatique. Sinon, pour 37% de répondants, il est plus important de « *revamp the secondary education* », d'autant que « *there are certain jobs available which require fewer skills* ».



5) Que préconisez-vous pour rendre nos services publics plus efficaces en termes de coûts ?

Restructuration, mais l'Etat garde le contrôle	27%
Privatisation de la gestion seulement	57%
Désengagement total de l'Etat	17%

### **Actionnaire public, gestionnaire privé**

Pour rendre nos « *public utilities* » plus « *cost-effective* », 57% de nos analystes proposent le modèle singapourien, c'est-à-dire privatiser la gestion en laissant l'actionnariat aux mains de l'Etat. S'il ne s'y interfère pas, celui-ci pourra récolter les dividendes d'une gestion efficace, au profit de la population. On cite la Central Water Authority comme l'organisme approprié dont l'Etat devrait confier la gestion au privé tout en gardant un droit de regard. De manière générale, « *political appointments should exclude people who do not possess the required skills and knowledge* ».

6) Etes-vous d'accord avec ces propositions fiscales du Fonds monétaire international ?

	<i>Appropriate taxes on energy and congestion</i>	<i>Further broadening of the VAT</i>	<i>More reliance on real estate taxes</i>
OUI	87%	37%	53%
NON	13%	63%	47%

### **Les taxes politiquement correctes**

La grande majorité de nos spécialistes sont d'accord avec la proposition du FMI d'avoir des taxes appropriées sur l'énergie et la congestion, mais pas avec celle d'élargir la base de la taxe à la valeur ajoutée. Ceux qui achètent des voitures énergivores peuvent subir une plus forte imposition, car le prix ne compte pas dans la prise de décision d'achat. En revanche, « *you cannot broaden VAT without hurting those at the lower end of the society* ». Sur un plus grand recours aux taxes immobilières, les analystes sont plutôt divisés. Un expert-comptable dit préférer « *a capital gains tax on disposal of land and building* », voire « *some form of inheritance tax* », celle-ci étant un tabou politique.

7) Que pensez-vous du « *means-testing of social benefits and better targeting to the truly poor* » proposé par le FMI ?

Socialement Equitable	23%
Economiquement Efficace	17%
Equitable et Efficace	47%
Ni équitable ni efficace	13%

### **Pour le ciblage social**

Le FMI insiste que les subventions gouvernementales soient accordées en fonction du niveau des revenus des bénéficiaires. Un tel ciblage social serait économiquement efficace (mais pas socialement équitable) pour 17% des sondés, socialement équitable (mais pas économiquement efficace) pour 23% des répondants, mais à la fois équitable et efficace pour 47% des analystes. En somme, sept spécialistes sur dix trouvent que cette approche favorise l'équité sociale. Afin de ne pas stigmatiser les pauvres, un expert-comptable suggère de leur donner, grâce à la technologie, « *des cartes de crédit pour des achats cibles tels que le riz, l'huile et les matériels scolaires* ».

8) Etes-vous en faveur d'une normalisation du taux d'intérêt par le comité de politique monétaire ?

OUI, avant le deuxième trimestre de 2015	40%
OUI, après le premier trimestre de 2015	20%
NON	40%

### **Vers un taux d'intérêt neutre**

Lors de sa dernière réunion, le comité de politique monétaire s'est prononcé majoritairement pour une normalisation du taux d'intérêt. On retrouve de même une majorité d'analystes en faveur d'un relèvement du taux directeur jusqu'à un niveau neutre qui ne constitue ni un assouplissement ni un durcissement des conditions monétaires. Toutefois, seulement deux analystes sur cinq estiment que cela devrait se faire avant avril 2015. Cette normalisation devrait corriger les énormes distorsions dans le rapport entre les emprunts et les fonds propres. Les 40% qui y sont contre préfèrent attendre de voir comment évoluera l'économie.

Enquête réalisée par PluriConseil du 4 au 7 août 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

**PluriConseil Ltd**

*Business Registration number:* C08052270

*Managing Director:* Eric Ng Ping Cheun

*Address:* 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

*Telephone:* +230 2136719

*Fax:* +230 2342761

*E-mail:* pluriconseil@orange.mu

*Website:* www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.